



Fondation
des
**solidarités
urbaines**

LE LABORATOIRE DES BAILLEURS SOCIAUX
DE LA VILLE DE PARIS



LES CAHIERS de la Fondation
des solidarités urbaines

PARCOURS DE FEMMES EN GRANDE PRÉCARITÉ : DE L'EXCLUSION À LA CAPACITÉ D'AGIR

**POUR UNE VILLE
SOLIDAIRE ET INCLUSIVE**

SOMMAIRE

P4 **AVANT-PROPOS**

P6 **LES PROJETS**

LA RONDE DES FEMMES : améliorer le parcours périnatal d'accès aux soins et aux droits en favorisant l'entraide entre femmes

Association FASTI - Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s

DÉFI, DÉMARCHE POUR L'ENGAGEMENT DES FEMMES IMMIGRÉES : de l'isolement social à l'entrepreneuriat collectif

Association GRDR Migration-Citoyenneté-Développement

P12 **CHAPITRE 1**

Être femme et immigrée : le cumul des discriminations

- > Un faisceau d'obstacles engendrant des vulnérabilités interconnectées
- > La « double peine » des femmes migrantes

P20 **CHAPITRE 2**

Une approche globale et systémique pour renforcer le pouvoir d'agir des femmes

- > Des accompagnements individuels et collectifs sur mesure
- > Décloisonner les services et les acteurs du territoire, pour une synergie collective vertueuse
- > Les femmes, véritables actrices du changement



P29 **CHAPITRE 3**

Paroles de femmes, solidaires et puissantes

- > De « faire avec » à « faire groupe »
- > La sororité : des femmes plus fortes ensemble
- > La parole des femmes, témoignages et mise en récit

P33 **CONCLUSION**

Replacer l'humain au cœur des projets

P34 **EN SAVOIR PLUS**

AVANT-PROPOS

La Fondation d'entreprise des solidarités urbaines, le laboratoire des bailleurs sociaux de la Ville de Paris, a été créée en 2016 par les bailleurs sociaux Paris Habitat, Aximo et l'Habitation confortable, rejoints en 2023 par la RIVP, l'Habitat social français et Elogie-Siemp. La Fondation soutient des projets de recherche-action ou des expérimentations innovantes en Île-de-France, portés par des organismes d'intérêt général, qui visent un fort impact social afin de répondre aux enjeux et problématiques repérés par les bailleurs sociaux, grâce à leur expérience de terrain. Notre objectif : faire progresser la ville solidaire, collaborative et durable. Nous soutenons les lauréats de nos appels à projets financièrement, mais aussi en leur proposant des terrains d'expérimentation, un accompagnement dans l'ingénierie des projets ou encore de la mise en réseau. Notre ambition : être un laboratoire citoyen expérimental pour les acteurs et usagers de l'innovation sociale urbaine, au service des habitants d'Île-de-France. En donnant les moyens aux acteurs de l'intérêt général de tester des solutions innovantes tout en les évaluant in situ, nous leur permettons aussi d'en mesurer les effets afin de les diffuser largement, si leur impact est démontré, pour qu'elles soient utiles à la cité et à l'ensemble de ses habitants. C'est la raison d'être des Cahiers de la Fondation des solidarités urbaines. De façon synthétique, nous y exposons les résultats d'expérimentations ou de recherches-actions qui partagent une problématique ou des enjeux communs. Avec un but : que toute association, collectivité locale, bailleur social ou institution puisse découvrir ces projets et s'inspirer de leurs enseignements pour se les approprier.



Ce numéro met en lumière une expérimentation et une recherche-action, toutes deux lauréates de notre premier appel à projets, qui avait pour thème « Lutter contre l'isolement des personnes fragiles » :

- « **La Ronde des femmes** », portée par l'association FASTI - Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s
- « **DÉFI, démarche pour l'engagement des femmes immigrées** », portée par l'association GRDR Migration-Citoyenneté-Développement

Si ces deux projets ont pour point commun d'accompagner des femmes immigrées en situation de précarité, ils se font écho de bien d'autres manières qui ont présidé au choix de les mettre en regard dans ce numéro. Qu'il s'agisse de leur façon d'appréhender et de comprendre les problématiques auxquelles ces femmes font face, des rouages qu'elles actionnent pour y répondre ou des dynamiques qu'elles cherchent à impulser, les deux associations qui portent ces initiatives ont chacune livré des enseignements riches et étayés. Des enseignements qui peuvent se révéler fondateurs pour tout autre acteur qui souhaiterait s'en inspirer !

Bonne lecture !

LA RONDE

fasti

DES FEMMES : améliorer le parcours périnatal d'accès aux soins et aux droits en favorisant l'entraide entre femmes

Par l'association FASTI

Les femmes étrangères en situation de grande précarité sont confrontées à un faisceau de difficultés relevant de facteurs sociaux, économiques, administratifs, particulièrement exacerbées lors des périodes de périnatalité : elles sont davantage fragilisées lorsqu'elles sont enceintes ou mères de très jeunes enfants. Rupture dans les parcours de soins, suivi de grossesse tardif, précarité administrative, absence d'hébergement pérenne, mais aussi détresse psychologique et isolement social : c'est le constat quotidien des équipes de la FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s) qui accueille ces femmes au sein de ses locaux situés depuis plus de 25 ans dans le quartier Belleville-Amandiers du 20^e arrondissement de Paris.

Pour répondre aux nombreuses problématiques auxquelles font face ces femmes, la FASTI a créé dès 2012 le programme La Ronde des Femmes, qui propose aujourd'hui à la fois un espace hebdomadaire de parole et d'entraide, un accompagnement individualisé, une permanence juridique et des ateliers d'art-thérapie. Le projet a été conçu en lien avec l'Agence Régionale de Santé, soutien actif du projet, et avec des partenaires locaux, notamment les assistantes sociales de l'Hôpital Tenon et l'atelier Santé Ville de la mairie du 20^e arrondissement.

Grâce à une approche délibérément territorialisée, 40 partenaires du secteur médico-social ont été mobilisés, garantissant un solide maillage local et une forte interconnaissance des acteurs entre eux, essentiels pour améliorer le suivi et l'orientation des femmes.

L'objectif premier de cette expérimentation : redonner aux femmes étrangères enceintes ou mères de jeunes enfants l'accès aux droits ainsi que l'accès aux soins et à un parcours périnatal adapté. Entre 2020 et 2021, 80 femmes ont bénéficié d'un accompagnement, parmi lesquelles 18 ont pu être régularisées, et plusieurs ont vu leur situation d'hébergement stabilisée ou ont obtenu des places en crèche. Mais les bénéficiaires du projet vont plus loin : chaque semaine, au fil des 38 séances, les femmes ont acquis des compétences psychosociales essentielles et sont devenues actrices du projet, choisissant les sujets des interventions et sollicitant des ateliers de création qui ont donné lieu à plusieurs œuvres collectives. Au sein du groupe d'auto-support et au-delà, un espace de solidarité et d'action a pris forme, renforçant la confiance des femmes en elles et en l'avenir.





LES OBJECTIFS DU PROJET

RENFORCER LES COMPÉTENCES PSYCHOSOCIALES

des femmes en situation de vulnérabilité
durant leur grossesse et leur parcours
postnatal

AMÉLIORER L'ORIENTATION ET L'ACCOMPAGNEMENT MÉDICO-SOCIAL

des femmes précaires sur le territoire

AMÉLIORER ET DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES DES FEMMES

sur la périnatalité

L'ASSOCIATION

Depuis plus de 50 ans, la FASTI – Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s – développe des actions concrètes de solidarité avec les étrangers, à travers le réseau des ASTI (Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s), implantées sur l'ensemble du territoire français : accompagnement pour l'accès aux droits, formation linguistique, accompagnement à la scolarité et à la citoyenneté...

Engagée pour l'accueil inconditionnel des personnes et la construction d'une société multiculturelle, l'association défend au quotidien les principes de solidarité, d'égalité des droits et de lutte contre toutes les formes de discriminations, qu'elles soient sociales, racistes et/ou sexistes.

grdr
Migration - Citoyenneté - Développement

DÉFI, DÉMARCHE POUR L'ENGAGEMENT DES FEMMES IMMIGRÉES :

de l'isolement social à l'entrepreneuriat collectif

Par l'association GRDR

Territoire fragile, la commune de Grigny, dans l'Essonne, est considérée comme « la ville la plus pauvre de France »¹ : sa population, particulièrement jeune et composée de 89 nationalités, vit à 45 % sous le seuil de pauvreté. Les difficultés structurelles y sont fortement enracinées – on se souvient de l'Appel de Grigny, lancé en 2017 par une centaine de maires et d'associations pour défendre les quartiers populaires face aux coupes budgétaires de la politique de la ville – et freinent les parcours d'insertion des habitants : territoire en décrochage économique, insalubrité du parc locatif, dégradation sociale et enjeux de sécurité.

Dans ce contexte, l'économie informelle est parfois la seule source de revenus possible pour les habitants. C'est ainsi qu'aux abords de la gare RER de Grigny se sont installés de nombreux petits commerces informels, dont des stands de vente de brochettes « à la sauvette » majoritairement tenus par des mères de famille isolées.

¹
Rapport sur les inégalités
en France, Observatoire des
inégalités, 2021

Le projet DÉFI naît en 2020 sous l'impulsion pionnière de la ville de Grigny, animée par la volonté d'appréhender cette problématique des ventes ambulantes d'une manière alternative à la réponse policière. En concertation rapprochée avec les acteurs du territoire et avec les femmes elles-mêmes, le GRDR a alors mis en œuvre un projet de recherche-action riche d'enseignements. Deux objectifs principaux ont été atteints. D'une part, accompagner un groupe de femmes dans le passage d'une activité informelle à la création de leur activité de restauration solidaire, grâce à l'entrepreneuriat collectif, générateur de revenus et vecteur d'insertion sociale. D'autre part, produire des données innovantes permettant à la fois de documenter l'action, le parcours des femmes et les perspectives de développement et de proposer une méthodologie duplicable sur d'autres territoires.

Avec la création, dès décembre 2020, de l'association « Les Mamas de Grigny », les femmes sont au cœur du projet et trouvent leur place dans la société. Valoriser leur savoir-faire et leurs compétences, les accompagner collectivement et individuellement grâce à une démarche multi-acteurs, a permis non seulement de renforcer leur pouvoir d'agir et leur estime de soi, mais aussi d'initier une démarche d'intégration bénéfique au territoire.

ZOOM :

L'économie informelle, c'est quoi ?

L'économie informelle, dont on estime qu'elle représente 15 % du PIB français², comprend les activités économiques qui ne sont pas réglementées par l'État. Concrètement, il s'agit des activités à valeur marchande non déclarées dans des secteurs tels que l'aide à la personne, les ménages à domicile, la construction ou la restauration. Souvent stigmatisée, voire confondue avec les économies souterraines illégales, elle s'explique en réalité par l'inégal accès à l'emploi pour les populations en situation de précarité. Les sociologues expliquent ainsi le recours à l'économie informelle par la théorie du double désavantage : à la discrimination économique à laquelle sont confrontées les populations immigrées s'ajoute une discrimination administrative. Pour beaucoup, et notamment pour les femmes, l'économie informelle n'est donc pas un choix mais la seule solution pour ne pas basculer dans l'extrême pauvreté.

Cette clé de compréhension permet d'envisager une alternative à la répression et la mise en œuvre de dispositifs de transition de l'informel vers le formel qui s'appuient sur un vivier de compétences mobilisables.

² Dossier thématique « Développement économique et emploi pour les quartiers en renouvellement urbain : d'une économie informelle à une économie formelle », Agence du développement et de l'urbanisme de la Métropole européenne de Lille, Octobre 2019



LES OBJECTIFS DU PROJET

ANALYSER DE MANIÈRE APPROFONDIE LES FREINS ET LES ATOUTS

des femmes isolées dans leur parcours d'insertion socioprofessionnelle et leur visibilité dans l'espace public

DÉVELOPPER UN ACCOMPAGNEMENT RÉFLEXIF ET CO-CONSTRUIT

avec le groupe de femmes pour en dégager de la connaissance théorique et méthodologique dans le domaine de l'insertion socio-professionnelle d'un public vulnérable, de manière pluridisciplinaire et avec les acteurs du territoire, afin de les outiller pour une meilleure prise en charge de ce public

DÉVELOPPER UNE ACTIVITÉ FORMELLE GÉNÉRATRICE DE REVENUS

inscrite au sein d'une économie sociale, solidaire et collaborative pour lutter contre l'isolement du groupe de femmes en grande précarité

L'ASSOCIATION

Association internationale de droit français créée en 1969 à l'initiative de ressortissants d'Afrique de l'Ouest vivant en France, le GRDR construit son action autour de trois piliers fondateurs : migration, citoyenneté, développement.

Sa spécificité : intervenir dans les pays de départ, de passage et d'accueil, et déployer toujours une démarche de proximité pour améliorer les conditions de vie des personnes et contribuer au développement durable des territoires. Animée par le respect des droits humains et le droit à une vie digne, l'association agit en France pour l'insertion socio-économique des personnes migrantes et l'entrepreneuriat.



CHAPITRE 1

ÊTRE FEMME ET IMMIGRÉE : LE CUMUL DES DISCRIMINATIONS

Bien que le phénomène soit peu connu, on constate depuis plusieurs décennies une féminisation accrue de l'immigration, la part des femmes étant aujourd'hui majoritaire au sein des populations migrantes en France. La question de la place des femmes dans les politiques publiques d'accueil et d'intégration des migrants est donc primordiale³, mais la prise en compte des spécificités des migrations féminines reste partielle. Pour lever les idées préconçues et les interprétations culturalistes qui ont longtemps prévalu, il est fondamental de développer une connaissance fine des besoins des femmes et des freins spécifiques qui entravent leur parcours d'intégration sociale et économique.

Un faisceau d'obstacles engendrant des vulnérabilités interconnectées

La recherche-action DÉFI et l'expérimentation La Ronde des Femmes partagent un même postulat de départ : la grande précarité dans laquelle évoluent ces femmes est produite par une combinaison de facteurs qu'il est nécessaire d'appréhender. Pour relever le défi crucial de l'intégration, la première étape est la connaissance de la réalité vécue par ces femmes : dès 2014, un rapport d'étude du Ministère des droits des femmes constatait en effet que « *la vie professionnelle, l'accès aux droits et la participation à la vie publique toujours plus difficiles pour les femmes sont encore plus difficiles pour les femmes immigrées* ». ⁴

3. L'intégration des femmes migrantes en France : politiques et mesures, Réseau Européen des migrations, 2021

4. L'égalité pour les femmes migrantes, Rapport d'étude, Ministère des droits des femmes, Olivier Noblecourt, 2014

Le parcours des femmes accompagnées par ces deux projets est avant tout fragilisé par une base extrêmement instable, la précarité administrative, de laquelle découlent nombre de leurs difficultés, en premier lieu desquelles le manque d'accès à un logement digne et pérenne.

Les bénéficiaires de la Ronde des Femmes sont ainsi toutes en situation administrative précaire et en grande précarité, hébergées dans des hôtels sociaux, en Centres d'Hébergement d'Urgence (CHU) ou en situation d'errance, accueillies ponctuellement par des proches.

Véritables facteurs d'invisibilisation des femmes, ces situations administratives complexes et la succession d'hébergements transitoires freinent leur accès aux droits et aux programmes d'insertion.

ZOOM :

Les freins périphériques

Les freins périphériques désignent les obstacles majeurs qui entravent le parcours d'intégration sociale et économique des personnes, sans lien direct avec leurs compétences, leur expérience ou leur motivation : errances administratives et locatives, parentalité et manque de solutions pour la garde des enfants, barrière de la langue, difficulté d'accès aux soins, discriminations...

Les entretiens menés dans le cadre de la recherche-action du GRDR révèlent que cette question de l'accès aux droits doit être abordée par l'angle de la méconnaissance des acteurs sociaux par ces populations et de la complexité à s'approprier les démarches pour faire valoir leurs droits. Et ce, en particulier dans un contexte où la dématérialisation croissante des services publics accentue la fracture numérique, le manque de maîtrise des outils informatiques venant s'ajouter à l'obstacle de la langue.

Ainsi, bien qu'elles puissent toutes y prétendre, la plupart des femmes du projet DÉFI ne bénéficient pas de soutien financier ou de suivi social. Et parmi les participantes de la Ronde des Femmes, plusieurs ne bénéficient pas d'un titre de séjour de plein droit qui devrait pourtant leur être accordé en tant que mères d'enfants français, ou n'ont pas de droits ouverts à la sécurité sociale au démarrage de leur grossesse.



Cette superposition de contraintes et leur interconnexion engendrent des répercussions multiples et sont à la racine des problématiques qui animent les projets DÉFI et Ronde des Femmes. La FASTI souligne les risques liés aux ruptures dans les parcours de soin et la méconnaissance du système de santé, rendant les femmes en situation de précarité encore plus vulnérables durant les périodes de périnatalité. Alors que la mortalité infantile augmente à nouveau en France, cette question de l'accès au soin pour les familles touchées par l'exclusion représente un enjeu national majeur.

Le GRDR met lui en évidence que cet ensemble de freins, ainsi que le manque de formations adaptées, limitent fortement la possibilité pour ces femmes d'accéder à un emploi sur le marché du travail, avec pour conséquence un taux d'insertion professionnelle des femmes inférieur à celui des hommes, ce qui explique le dernier recours que représente l'économie informelle.



La « double peine » des femmes migrantes

Les contraintes d'accès aux droits, aux soins et à l'activité économique pour les populations vivant dans les territoires Politique de la ville sont vécues de manière exacerbée par les femmes et mères de familles isolées qui doivent faire face à des difficultés supplémentaires propres à leur genre.

La plupart des femmes impliquées dans les deux projets ont la charge d'un foyer monoparental et sont confrontées à des problématiques quotidiennes de garde d'enfant et de scolarisation parfois instable qui les fragilisent davantage.

A ces responsabilités familiales s'ajoutent un faisceau de discriminations et une assignation sociale aux tâches domestiques et à l'éducation des enfants qui accentuent leur invisibilité et leur marginalisation, et entraînent une autolimitation liée au genre ainsi qu'un manque d'estime de soi qu'il est difficile de dépasser pour élargir le champ des possibles. Ainsi, parmi les attentes majeures formulées par les femmes au démarrage du projet DÉFI figure une interrogation : comment s'émanciper des préjugés négatifs et des assignations politiques, sociales et économiques qui renforcent leur isolement social ? Le sentiment d'inutilité sociale fait partie des raisons qu'elles invoquent pour expliquer leur présence sur le parvis de la gare de Grigny, avec la nécessité de survie et le besoin de liens sociaux.

ZOOM :

L'isolement social

Le Conseil économique, social et environnemental définit l'isolement social comme « la situation dans laquelle se trouve la personne qui, du fait de relations durablement insuffisantes dans leur nombre ou leur qualité, est en situation de souffrance et de danger ».

Selon l'Observatoire de la Fondation de France, il toucherait un français sur dix. Les profils sont variés : personnes âgées isolées, familles monoparentales, personnes en situation de fragilité socio-économique... Le handicap ou la perte d'autonomie ainsi que la non-maîtrise de la langue française peuvent par ailleurs être des facteurs aggravant l'exclusion sociale.

Rappelons que les femmes sont les premières touchées en temps de crise, comme le souligne Lola Chevallier, coordinatrice des actions femmes de la FASTI et du projet La Ronde des Femmes (qui s'est déroulé durant la crise sanitaire du COVID 19) : « Toutes les vulnérabilités ont été exacerbées par la crise. La situation a accentué leur isolement. Lors du premier confinement, elles ne pouvaient pas sortir de leur hôtel ou de leur centre d'hébergement, le contexte était très angoissant pour elles, d'autant plus en étant enceinte ou avec un nourrisson, et d'autres enfants qui ne pouvaient plus aller à l'école, à la cantine... Certaines associations qui les soutenaient ont dû fermer. Même les préfectures étaient closes, ce qui a été une grosse source d'inquiétude pour celles qui étaient en procédure de demande d'asile ou en attente d'un titre de séjour... Pour elles, la stabilité tant espérée, avec notamment l'accès au droit au logement, s'éloignait ».



POINT D'ATTENTION



La problématique de l'intégration des femmes est complexe et ne peut être abordée par une approche déterministe d'un public qui serait homogène.

S'il est essentiel de prendre en compte objectivement l'ensemble des déterminants qui entravent leur insertion, il est fondamental d'appréhender finement la complexité de leurs identités, de leurs projets et trajectoires migratoires. Ne pas considérer les femmes immigrées subsahariennes et maghrébines comme une catégorie homogène (construite sur des critères d'origine, de sexe et de couleur) faisant l'objet de politiques publiques, c'est ouvrir la voie à des initiatives où les femmes ne sont pas uniquement bénéficiaires passives mais motrices des actions mises en place dans une dynamique collaborative et participative qui s'appuie sur leurs forces et leur capacité de résilience.



LES BONNES PRATIQUES DUPLICABLES

La connaissance au service de l'action



DOCUMENTER ET ANALYSER : QUELS OUTILS ?

La recherche-action se révèle une approche particulièrement pertinente pour se saisir des problématiques sur lesquelles les modes d'intervention n'ont pas encore été définis et modélisés.

À travers le projet DÉFI, le GRDR s'est fixé comme objectif de produire des connaissances théoriques, pratiques et méthodologiques concernant le parcours d'insertion sociale et économique des femmes en situation de précarité dans les quartiers prioritaires de la ville. Parmi les éléments clés : la définition d'indicateurs spécifiques pour analyser les vulnérabilités liées à leur parcours, selon leur profil, leur trajectoire sociale, les discriminations qu'elles subissent et leur lien avec les structures d'accompagnement de la ville. Pour cela, il a développé une approche globale en plusieurs volets, débutant par une monographie détaillée à l'échelle du quartier et de la commune. Combinant recherche bibliographique, enquête de terrain et observations directes, cet outil permet de produire un état des lieux approfondi des caractéristiques démographiques et de l'écosystème économique, politique et social du territoire.

À cette monographie s'ajoute une dimension de recherche qualitative basée sur des entretiens approfondis menés tout au long du projet par les équipes du GRDR et une équipe de recherche pluridisciplinaire avec : les femmes, mais aussi plus largement les habitants du quartier et usagers du RER, les acteurs institutionnels et les intervenants sociaux. Enfin, des focus groups ont été organisés, avec les femmes d'une part – autour du passage de l'économie informelle à l'économie formelle, de la trajectoire migratoire des femmes, mais aussi plus spécifiquement pour les femmes du parvis sur leurs aspirations, les règles de l'activité économique, la gestion financière, les perspectives de développement d'activités – et avec une trentaine de partenaires d'autre part.

Recherche et action s'alimentent l'une l'autre, la production de connaissance et d'éléments d'analyse étant une composante essentielle du projet tout au long de sa mise en œuvre. Les femmes et les acteurs du territoire quant à eux sont placés au cœur d'une dynamique de co-construction des problématiques et des solutions correspondantes.

2

AU-DELÀ DES CHIFFRES ET DES DONNÉES, ÉCOUTER LES FEMMES ET IDENTIFIER LEURS RESSOURCES

L'un des enseignements importants que la FASTI tire de son expérimentation est la nécessité de prendre comme point de départ les besoins réels des femmes, et d'accepter que ceux-ci peuvent différer des projections faites au démarrage du projet. Pour cela, il est capital non seulement d'être capable d'adapter les actions aux besoins pouvant émerger au fil de l'action, mais aussi de renforcer la démarche d'« aller vers », qui, comme l'explique le GRDR, ne consiste pas seulement à aller rencontrer les femmes, mais à prendre le temps d'instaurer un dialogue direct et durable avec elles, cerner la complexité de leurs situations personnelles et analyser avec elles leurs attentes. Le projet DÉFI a ainsi privilégié les entretiens longs et la constitution d'un groupe de parole, comme l'explique Amandine Spire, enseignante chercheuse en géographie à l'Université de Paris 5, membre du comité de pilotage du projet DÉFI : « *Nous recueillons la parole des personnes concernées, les parcours migratoires, les conditions de vie... et nous regardons l'écart entre les normes prévues par l'action publique – qui sont nécessaires – et la réalité. Par exemple, le temps de l'action publique ne coïncide pas toujours avec le temps de transition de ces femmes en situation de précarité, en raison des questions de régularisation, d'insertion dans l'emploi, de formation... Par la recherche, on donne à voir ces différences de rythmes. L'objectif c'est de documenter, d'explicitier les tensions, les ressorts, les non-dits aussi, c'est de donner des outils pour faciliter le dialogue entre les acteurs.* »

Ce dialogue continu permet également de mettre en lumière les atouts et ressources de ces femmes : connaissances culinaires, compétences sur les mécanismes commerciaux (connaissance du marché, définition des prix de vente, gestion des stocks, organisation du travail en réseau entre les femmes...).



5. Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques

3

CHANGER DURABLEMENT LE REGARD DES ACTEURS PUBLICS ET SOCIAUX À L'ÉGARD DES FEMMES IMMIGRÉES

Déconstruire les représentations ou les préjugés, c'est l'un des objectifs impactants atteints par les deux initiatives. Toutes deux ont provoqué un profond changement de regard de la part des professionnels de santé, des habitants, des élus, des acteurs économiques et sociaux, ce changement de posture dans la durée ouvrant la voie à une meilleure prise en charge des femmes en situation de grande précarité. Mieux connaître, c'est mieux orienter et éviter les ruptures de suivi, c'est comprendre les besoins, les contraintes, mais aussi les atouts et la grande capacité de rebond de ces femmes, et c'est éviter de laisser hors du projet des bénéficiaires très marginalisées.

Pour le GRDR, il s'agit de lever la stigmatisation et trouver des réponses alternatives à la pénalisation de l'économie informelle souvent perçue comme génératrice de nuisances alors qu'elle peut se révéler une source d'opportunités pour le territoire, si elle est accompagnée de manière constructive et collective.

Lors d'un atelier du Forum Femmes en Action co-organisé en juin 2021 par la FASTI, les participantes de la Ronde des Femmes ont ainsi pu intervenir et témoigner auprès des professionnels de la difficulté à suivre les traitements et recommandations lorsque l'on vit en hébergement précaire. Avec un objectif, comme l'explique Lola Chevallier : « *qu'ils sachent par exemple que lorsqu'une femme manque un rendez-vous de suivi de sa grossesse, c'est peut-être parce qu'elle devait se rendre à une distribution alimentaire, qu'elle n'avait peut-être plus de crédit sur son téléphone pour décaler le rendez-vous, qu'on l'a déplacée dans un nouveau centre d'hébergement et qu'elle est trop loin... Le but étant qu'ils aient conscience des difficultés particulières auxquelles elles font face.* » Le manque de préparation à la naissance se révèle alors être une conséquence de l'instabilité locative et non un manque d'investissement de la mère.





CHAPITRE 2

UNE APPROCHE GLOBALE ET SYSTÉMIQUE POUR RENFORCER LE POUVOIR D'AGIR DES FEMMES

Le pouvoir réellement transformationnel des deux projets sur la vie des femmes trouve son ancrage dans une approche résolument systémique, par la mobilisation d'une combinaison de plusieurs leviers d'action. Bien que nous ayons affaire à deux problématiques distinctes, les facteurs de réussite de ces initiatives présentent de nombreux parallèles.

Des accompagnements individuels et collectifs sur mesure

En partant des enjeux de l'entrepreneuriat pour l'un et de la santé communautaire pour l'autre, le projet DÉFI et la Ronde des Femmes initient une première adhésion des femmes par le canal de cette problématique principale, pour mettre en œuvre un accompagnement multidimensionnel plus large prenant en compte la situation globale des participantes et le faisceau des causes et déterminants à la racine de leurs difficultés.

PROJET DÉFI

Comme le souligne Jonathan Stebig, Coordinateur de l'antenne Île-de-France du GRDR, c'est par le biais de la remobilisation professionnelle des femmes dans un projet collectif de restauration solidaire que l'association travaille ensuite sur l'accès aux droits et la levée des freins sociaux (éducation des enfants, logement, santé, apprentissage de la langue, questions juridiques...). En partant de l'activité quotidienne des femmes, de leur passion commune pour la cuisine et de leurs connaissances et savoir-faire comme première marche de leur insertion et de sécurisation de leur situation économique, le GRDR a mis en place un accompagnement en plusieurs volets.

Ainsi, 73 femmes ont été rencontrées, écoutées et orientées vers les partenaires du territoire. Parmi elles, 35 ont engagé un suivi dans le cadre du projet DÉFI et un noyau dur de 12 femmes s'est constitué en association, « Les Mamas de Grigny », exerçant une activité de traiteur solidaire, première étape avant l'ouverture de leur propre restaurant social en 2025, qui proposera restauration sur place, vente à emporter et formations pour un public élargi.

Grâce à la mobilisation d'un dense réseau de partenaires, un accompagnement sur mesure a été structuré sur la base de réunions hebdomadaires lors desquelles les femmes ont pu affiner leurs besoins. Cet accompagnement est à la fois collectif – un ensemble d'ateliers et de formations thématiques permettant la montée en compétences « métier » (éducation alimentaire et anti-gaspillage, communication et marketing, informatique et comptabilité, cours de français...) – et individuel (social, juridique et locatif) afin de stabiliser leur situation familiale et administrative, en partenariat avec les services adéquats.

Premier résultat significatif : le développement de l'offre marchande du collectif, les prestations réalisées auprès de la Ville de Grigny et de différents partenaires, notamment la réalisation d'une trentaine de repas deux fois par semaine distribués via le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) aux personnes vivant dans les hôtels sociaux. Corollaire manifeste de cet impact économique, l'impact social : l'interaction des femmes avec leur environnement social s'est fortement renforcée, elles sont davantage en capacité de mobiliser les services du territoire, elles gagnent en autonomie et en estime d'elles-mêmes.





PROJET LA RONDE DES FEMMES

Avec comme premier objectif de faciliter l'accès à un meilleur parcours de soin périnatal, la FASTI répond plus largement aux nombreuses problématiques auxquelles font face les femmes étrangères en situation de grande précarité, enceintes ou mères de très jeunes enfants. Pour cela, à l'instar du GRDR, elle déploie une approche coordonnée autour du renforcement des compétences psychosociales des femmes et de leur accès aux droits et aux soins, en proposant plusieurs portes d'entrée.

Une permanence juridique et un suivi individuel pour l'orientation vers des médecins, des avocats ou des partenaires sociaux compétents pour les démarches sociales essentielles (logement, inscription à la maternité, en crèche et à l'école, titres de séjour, cours de langue) complètent le noyau dur du projet : le groupe de parole auto-support hebdomadaire, véritable espace d'expression collective, d'entraide et d'acquisition de nouveaux savoirs. Y sont abordées, avec le soutien d'experts extérieurs, des thématiques comme le suivi de grossesse, la nutrition, la parentalité, le logement, les violences faites aux femmes, le paysage des acteurs sociaux.

Sérier les modes d'intervention a permis d'améliorer la prise en charge médicale des femmes et de leur redonner confiance durant cette période sensible de pré/post natalité grâce à la valorisation de leurs savoirs et l'acquisition de nouvelles compétences, mais aussi de renforcer leur capacité à s'orienter dans le maillage des acteurs médico-sociaux et de faire aboutir leurs démarches de droit commun.

ZOOM :

Les compétences psychosociales

Reconnues comme un déterminant clé de la santé et du bien-être, les compétences psychosociales ont été théorisées par l'Organisation Mondiale de la Santé en 1993. Aujourd'hui, Santé Publique France⁶ les définit comme « les compétences individuelles de nature psychologique qui sont indispensables à toute vie sociale » et les classe en trois catégories : compétences sociales (communication, gestion des conflits, capacité d'affirmation, coopération...), cognitives (prise de décision, pensée critique...), émotionnelles.

6. Les compétences psychosociales : état des connaissances scientifiques et théoriques, Santé Publique France, octobre 2022

Décloisonner les services et les acteurs du territoire, pour une synergie collective vertueuse

La mise en mouvement d'une véritable dynamique de territoire est à la fois une condition essentielle et un résultat majeur du projet DÉFI et de la Ronde des Femmes.

L'action peut en effet être pensée comme un déclencheur pour decloisonner les services de la ville et les acteurs du territoire et travailler en complémentarité. C'est aussi une opportunité forte pour raccrocher un public isolé et invisible à l'action publique et au droit commun.

La dimension partenariale est un élément constitutif des deux projets : si le GRDR et la FASTI proposent un accompagnement qui relève de leur champ de compétences, ils ont su s'entourer d'un dense réseau d'acteurs pour répondre aux besoins exprimés par les femmes.

On peut souligner que le terrain était favorable, la ville de Grigny et le 20^e arrondissement de Paris étant des territoires au remarquable tissu associatif local. À Grigny, le soutien de la municipalité aux associations locales est conséquent, acte politique fort qui contraste avec les baisses massives des aides de l'État. C'est la ville qui a souhaité apporter une réponse adaptée à la problématique de l'économie informelle, qui a sollicité le GRDR et a rapidement accepté de se positionner comme le premier client formel du groupe de femmes (repas des aînés, repas municipaux), en s'engageant dans une convention tripartite et par un soutien politique et financier.



Mais au-delà de ce préalable essentiel, le GRDR a su mettre en œuvre un processus de co-construction solide, orchestrant une concertation durable à la fois entre les services de ville (urbanisme, action sociale) mais aussi avec les acteurs de l'accompagnement social. Deux illustrations concrètes de cette implication de chacun : la constitution d'un comité de pilotage riche de 32 membres aux profils complémentaires (services déconcentrés de l'État, collectivités, universitaires, travailleurs sociaux, associations...), et la mise en place, à l'échelle du territoire, de plusieurs groupes de travail co-portés, comme celui intitulé « Droits des étrangers » initié conjointement par le GRDR et le Centre social Pablo Picasso.

L'impact positif de ces étroites collaborations est multiple, que ce soit en termes d'orientation des femmes, d'interconnaissance entre acteurs, de renforcement de la chaîne d'accompagnement, mais aussi plus largement d'identification des manques à l'échelle du territoire, comme l'absence d'un point d'accès aux droits, qui a depuis été créé et pourra bénéficier durablement à l'ensemble de la population grignoise.

Pour la FASTI, le constat est similaire : si l'envie préalable de faire du lien était présente chez les partenaires pour mieux accompagner les femmes, c'est l'expérimentation qui a joué un rôle de courroie de transmission et qui a favorisé une efficacité réelle du maillage territorial existant. Plusieurs partenaires ont participé à l'animation du groupe, d'autres ont pris part au suivi individuel et ce sont 40 à 50 acteurs qui chaque année sont réunis lors des rencontres organisées par la FASTI.

ZOOM :

Volonté politique et gouvernance locale, prérequis indispensables

L'appui de la part des pouvoirs politiques locaux est un préalable incontournable pour amorcer un projet de territoire avec des populations en situation de grande précarité, car il permet de rassembler l'ensemble des acteurs. C'est l'un des enseignements majeurs du projet DÉFI : le GRDR prône une approche résolument territoriale et intègre l'appui politique et la gouvernance locale dans la modélisation de sa démarche.

Pour traiter la problématique de l'intégration, l'échelon local apparaît particulièrement pertinent, notamment dans les territoires de la Politique de la ville. Les communes concernées gagnent en effet à adopter une démarche pluri-acteurs et à déployer une approche concertée d'accueil des populations migrantes.



Les femmes, véritables actrices du changement

La place qui est impartie aux femmes dans le projet – celles-ci exerçant un rôle actif et n'étant pas cantonnées à un statut de bénéficiaires – est l'un des leviers décisifs de la réussite des deux initiatives.

Redonner une place digne aux femmes précaires dans la société, c'est avant tout accompagner leur montée en compétences et en confiance, et inscrire les projets dans une dynamique de « faire avec » les personnes et non « faire pour » elles.

Il s'agit de valoriser leurs savoirs, leurs ressources, favoriser leur participation et les impliquer à chaque étape de la conduite du projet, dont elles deviennent à la fois le moteur et le porte-voix.

La méthode du groupe d'auto-support mise en pratique dans la Ronde des Femmes a ainsi été un puissant ferment de participation : identification de nouvelles thématiques et choix des intervenants (contraception et vie affective et sexuelle avec le Planning familial, par exemple), soutien aux autres femmes dans la préparation de la prise de parole publique, témoignages et accueil de nouvelles participantes...

Les femmes ont également été impliquées à chaque étape de la structuration du projet DÉFI. Cette implication des femmes permet la construction du collectif, du sentiment d'appartenance, l'émergence de « communs » et la création d'un nouvel espace social autre que celui auquel elles étaient assignées.

Dans sa méthodologie, le GRDR préconise la formalisation de cet engagement collectif par la création d'une structure associative, ici « Les Mamas de Grigny », association créée quelques mois seulement après le lancement du projet. Vecteur d'intégration sociale, de renforcement des compétences et de nouvelles formes de citoyenneté, l'engagement associatif ouvre le champ des possibles, comme en témoigne l'une de ses membres : « *l'association, pour moi c'est la meilleure école* ».



Parmi les trois axes d'intervention du projet DÉFI : l'accompagnement de la structuration de l'association (appui au montage de projet, formation à la gestion administrative et financière, soutien du Dispositif Local d'Accompagnement...), avec comme ligne de mire l'autonomisation du groupe de femmes, qui envisagent aujourd'hui d'élargir le champ des thématiques au-delà de l'activité culinaire. Établir un lien de nature partenariale avec l'association, c'est poser les bases de sa pérennisation au-delà de la temporalité du projet porté par le GRDR.

Par l'association, les femmes gagnent une existence politique et prouvent qu'elles peuvent dialoguer avec les autres acteurs de la cité, jusqu'à être reçues par la ministre de la Ville dans le cas des femmes de Grigny. Conscients aujourd'hui du rôle clé joué par les collectifs de femmes dans les quartiers, les pouvoirs publics soutiennent leur renforcement et leur mise en réseau. C'est ainsi que l'association « Les Mamas de Grigny » a obtenu un financement de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires via l'appel à projets « Gilets roses » et a pu bénéficier de formations et de partages d'expériences, notamment auprès de 7 autres associations de femmes de l'Essonne.



POINT D'ATTENTION



Ne pas laisser les plus précaires sur le bord du chemin

Si l'intérêt majeur de ce type de projet est qu'il « ramène l'intervention publique auprès de personnes très éloignées de l'État et de ses institutions » comme le souligne Amandine Spire, le GRDR pointe également la nécessité de veiller à ce que le projet ne soit pas excluant au fil de sa structuration. Le risque : l'investissement dans le projet de femmes à la situation plus stable, davantage en capacité de s'engager, au détriment de publics plus précaires.

La FASTI partage cette vigilance, consciente que l'engagement dans la durée des femmes peut être mis à mal par la fragilité de leur statut locatif et administratif.

LES BONNES PRATIQUES DUPLICABLES

Expérimenter et partager



ADOPTER UNE RÉFLEXIVITÉ CONTINUE

Concevoir les projets comme des laboratoires d'expérimentation, c'est accepter la nécessité d'une adaptation régulière de l'action aux besoins qui émergent à chaque étape et prendre le temps de la réflexion collective, cette posture étant également source d'enseignements précieux pour les autres acteurs.

Les deux projets ont su s'ouvrir à de nombreux réajustements. Pour la FASTI, il s'est agi notamment de revenir constamment aux besoins exprimés par les femmes, parfois différents de ceux qui avaient été projetés au démarrage, de mettre en œuvre de nouvelles activités pour y répondre, comme l'art-thérapie, et de trouver des solutions à la complexification administrative engendrée par les confinements successifs.

Cette réflexion sur l'action et ses résultats peut mener également à déplacer le curseur de la mesure d'impact. Dans les deux initiatives, c'est en effet à l'échelle du territoire et du réseau d'acteurs que les objectifs de départ ont été dépassés. Pour le GRDR en particulier, cela a conduit à repenser jusqu'à l'hypothèse de départ : alors que l'enjeu initial était de transformer les activités informelles en activités formelles, l'expérience a montré que les revenus dégagés (entre 400 et 800 euros par mois par femme) ne permettaient pas de viser une viabilité économique pour chaque femme. L'objectif a été adapté : formaliser un espace de transition, à disposition de la collectivité et d'un public en renouvellement, où les femmes peuvent se former et s'orienter vers des dispositifs d'accompagnement social.





RENDRE POSSIBLE L'ESSAIMAGE DE L'ACTION

Expérimenter, c'est tester la possibilité d'une démarche au départ intuitive et artisanale, la solidité de ses hypothèses, identifier les biais et facteurs de réussite. Poursuivre cette approche par une phase de capitalisation et de modélisation permet à d'autres acteurs de s'appropriier la méthode et de l'adapter aux spécificités de leurs publics et territoires.

C'est l'un des aspects majeurs de la recherche-action menée par le GRDR, qui a produit des outils méthodologiques innovants et notamment la modélisation d'un accompagnement en sept étapes :

- identifier les publics
- engager la collectivité territoriale
- tester l'activité
- accompagner le volet social
- viabiliser l'activité
- travailler la gouvernance
- évaluer l'impact sur les personnes et sur le territoire

En confrontant le modèle à des contextes différents, l'essai en cours dans les communes de Sevrans et Sarcelles contribue à l'enrichissement continu de la réflexion.

Au sein de la Ronde des Femmes, ce sont les femmes elles-mêmes qui ont pris en main les outils de diffusion, en produisant le livret « Histoire de femmes », élaboré par le groupe pour transmettre informations utiles et ressources à d'autres femmes accueillies en Centres d'Hébergement d'Urgence.



CHAPITRE 3

PAROLES DE FEMMES, SOLIDAIRES ET PUISSANTES

L'action collective permet aux femmes de sortir de l'invisibilité et de faire porter leur voix. Groupe et parole vont de pair et se stimulent l'un l'autre : d'une part, c'est par la possibilité de la parole que peut émerger le collectif et, d'autre part, le groupe comme espace bienveillant d'accueil de l'expression – entretiens, focus groups, groupe d'auto-support – agit comme un tremplin à la capacité d'agir et à l'estime de soi, jusqu'à la légitimation de la prise de parole publique par ces femmes combattives.

Sur ces aspects, chacun des deux projets apporte un éclairage riche d'enseignements.

De « faire avec » à « faire groupe »

Comment favoriser la prise d'initiative, l'émulation collective, créer une dynamique de groupe tangible, nourrir l'expression et la participation des femmes ? Les deux initiatives mettent en lumière le défi d'un processus qui valorise non seulement la participation mais surtout la fondation du collectif et son maintien au-delà de l'impulsion de départ.

La prise en compte de la temporalité est l'une des conditions incontournables de la réussite : le temps long – et son corollaire la régularité – est nécessaire pour instaurer un climat de confiance durable, lever les réticences et confusions initiales, stabiliser le passage de l'individuel au collectif. C'est ainsi que peut naître le sentiment d'appartenance au groupe, terreau de la mise en action.





Dans un contexte complexe et hostile à l'émancipation des femmes en situation de grande précarité, ce mouvement de fond ne se fait pas sans freins et difficultés : les intérêts individuels peuvent diverger et donner lieu à des conflits et interrogations. Le GRDR souligne bien qu'il ne s'agit pas d'une dynamique lisse et linéaire. Mais la méthode, et notamment le focus group, en libérant les paroles contradictoires, permet de dépasser les discordances pour arriver à produire du collectif à partir de la pluralité. La circulation de la parole permet de verbaliser et identifier les attentes communes.

La sororité : des femmes plus fortes ensemble

Nous avons relevé la double peine à laquelle sont confrontées les femmes immigrées, exacerbée par les difficultés propres à leur genre. Il faut ici souligner le versant positif de ces projets fondamentalement féminins : entre femmes, des ressources supplémentaires se font jour, ancrées dans un puissant élan de solidarité.

A cet égard, l'expérimentation menée par la Ronde des Femmes est édifiante, par l'émergence d'un authentique espace d'entraide, de confiance et de soutien, marchepied vers l'amélioration des conditions de vie des participantes.

Animé par des méthodes d'éducation populaire et de santé communautaire, le fonctionnement du groupe d'auto-support répond à certaines règles : discrétion, liberté de parole mais aussi de silence, bienveillance et confidentialité. Cela crée un environnement sécurisant dans lequel les participantes peuvent oser parler de tout, y compris des difficultés de la grossesse et de la parentalité qu'elles assument souvent seules. Grâce à cette dynamique d'échange où chacune participe à la réflexion, les femmes gagnent en confiance et en sérénité, acquièrent des compétences sur l'environnement de la naissance et de la petite enfance (suivi médical, alimentation, allaitement, lieux où se procurer du matériel ou du lait) et des ressources pour s'orienter vers des professionnels adaptés, dont elles se font le relais auprès des femmes extérieures au groupe.

Illustration de cette solidarité concrète : dès la deuxième semaine, les participantes ont créé un groupe WhatsApp, qu'elles ont intitulé « Paroles de femmes », afin de maintenir le lien entre les séances, se soutenir et échanger des informations.



La parole des femmes, témoignages et mise en récit

Parmi les grandes réussites soulignées par les deux initiatives : les femmes se sentent autorisées et légitimes à prendre la parole dans des événements publics et à témoigner de leur parcours.

La force de la dimension narrative dépasse de simples enjeux de communication : il ne s'agit pas uniquement de faire connaître les projets ou les parcours de résilience des participantes, mais de leur permettre d'accéder aux moyens d'exprimer leur présent et leur vision du futur, de maîtriser leur propre narration, de visibiliser leur parole. Leur voix est entendue et valorisée et trouve une chambre d'écho à la hauteur de leur combativité.

Dans le cadre du projet porté par la FASTI, le groupe a agi comme soutien à la portée publique de la parole des femmes à plusieurs reprises. Plusieurs séances du groupe leur ont permis de se préparer ensemble à témoigner et à participer aux débats en prévision de deux événements : le Forum Femmes en Action, auquel la FASTI a participé activement, qui s'est tenu en juin 2021 avec les élus, les professionnels et les habitants ; une rencontre rassemblant une trentaine de professionnels du secteur médico-social autour de la question du mal-logement en décembre 2021.

Cette expérimentation promeut également d'autres modes d'expression, par la création artistique et la conception éditoriale, avec des aboutissements remarquables :

- le livret « Histoires de Femmes », outil de sensibilisation, de témoignages et de partage de ressources, conçu par les participantes à destination d'autres femmes en difficulté,
- deux œuvres collectives produites dans le cadre des ateliers d'art-thérapie : « l'arbre à rêves... nos vies au futur », qui projette artistiquement leur propre vision d'un monde juste pour elles et leurs enfants, et une fresque géante, reprise en couverture du livret et exposée sur la façade des locaux de l'association.





Les Mamas de Grigny ont quant à elles bénéficié d'une attention publique et d'une médiatisation exceptionnelle⁷. Très sollicitées d'une part par la presse et le milieu académique, et d'autre part pour réaliser des prestations lors d'événements institutionnels, elles sont passées en peu de temps de l'ombre à la lumière, de l'invisibilité du parvis de la gare RER aux projecteurs et aux salons de réception du ministère de la Ville ou de l'Hôtel de Ville de Paris.

Le GRDR en tire plusieurs enseignements déterminants. En premier lieu, ce fort intérêt porté par les médias et les acteurs institutionnels dénote un besoin de mettre en valeur des projets concrets et positifs, en contrepoids de certains traitements médiatiques sensationnalistes qui insistent davantage sur les maux qui touchent les territoires comme celui de Grigny. Ensuite, cette puissance narrative et la production de récits positifs sont des moteurs forts à la fois d'intégration pour les publics marginalisés et de mobilisation pour une grande diversité d'acteurs.

Néanmoins, le GRDR apporte ici un point de vigilance, afin que cette mise en récit des témoignages des femmes ne leur échappe pas, comme le souligne Jonathan Stebig : « *le projet a suscité beaucoup d'intérêt de la part des acteurs médiatiques ou du monde de la recherche pour raconter cette histoire qui est une belle histoire : des femmes qui étaient invisibles, que personne ne connaissait, qui se sont organisées en traiteur, qui rencontrent la Ministre. Tous ces acteurs en ayant tiré des avantages certains. Mais il faut cependant rester prudent quant à cette réappropriation de leur parole et toujours garder en ligne de mire la situation de précarité des femmes elles-mêmes, qui reste très fragile.* »

⁷ Solidarité. Les « mamas » sortent enfin de l'ombre, L'Humanité, 7 août 2020
« On est là. C'est nous les Mamas de Grigny », France culture, 6 décembre 2021

CONCLUSION

REPLACER L'HUMAIN AU CŒUR DES PROJETS

Les enseignements parallèles tirés de l'expérimentation de la Ronde des Femmes et de la recherche-action DÉFI nous démontrent la même nécessité : pour faire aboutir des projets visant une meilleure intégration des femmes en grande précarité, il faut avant tout créer du lien social. Si cette injonction peut paraître comme un lieu commun des acteurs de la solidarité, on comprend ici les formes concrètes qu'elle peut et doit incarner.

Socle d'une orchestration efficace des ressources du territoire et d'une interconnaissance féconde, catalyseur d'une solidarité en actes et d'une confiance durable en soi et en l'avenir, le lien social et l'action collective permettent de renforcer le sentiment d'appartenance chez les populations victimes d'exclusion et au-delà, et d'insuffler des changements durables au sein de la cité.



VOUS SOUHAITEZ EN SAVOIR PLUS ?

FASTI

Contact :

Lola Chevallier

Coordinatrice des actions genre et migrations

@ coordination@fasti.org

www.fasti.org

>> LE PROJET

GRDR

Contact :

Jonathan Stebig

Directeur des opérations France / Europe

@ jonathan.stebig@grdr.org

www.grdr.org

>> LE PROJET

Publication : décembre 2024

Rédaction en chef :

Fondation d'entreprise des solidarités urbaines

Conception éditoriale : Agence Assemble

Rédaction : Julie Vallat

Conception graphique : Charlotte Quoy

Crédits photos :

Gilles Arbellot ;

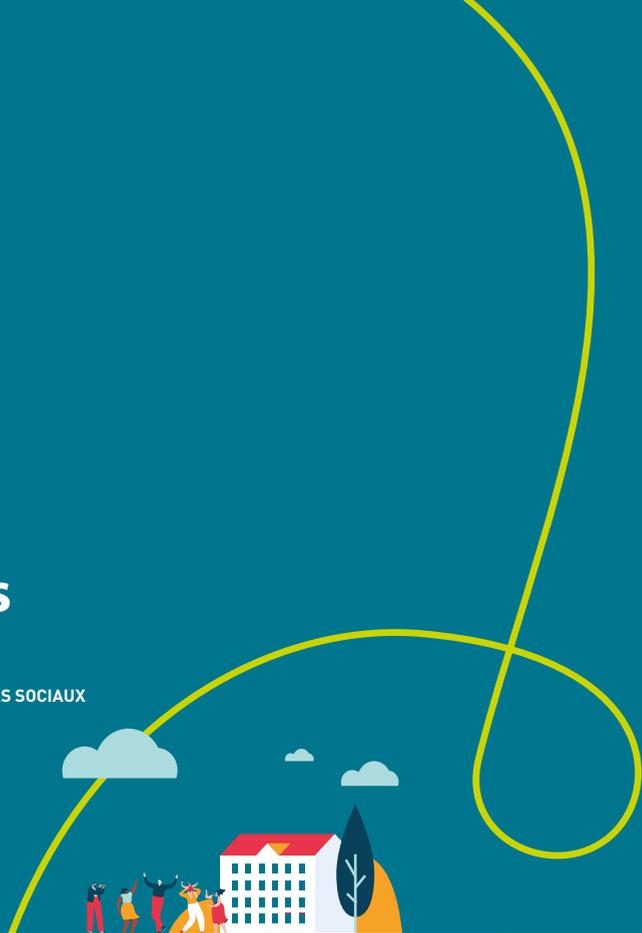
Mary-Lou Mauricio





Fondation des **solidarités urbaines**

LE LABORATOIRE DES BAILLEURS SOCIAUX
DE LA VILLE DE PARIS



NOUS CONTACTER

 21 bis rue Claude Bernard – 75005 Paris

 contact@fondationsolidaritesurbaines.fr

NOUS SUIVRE

 www.fondationsolidaritesurbaines.fr

 www.carenews.com/fondation-solidarites-urbaines

 [Fondation des solidarités urbaines](#)

